

Pétitions

M. Axworthy: C'était simplement à titre informatif, monsieur le Président. Les habitants de Toronto protestent eux aussi contre cette mesure.

Aux gens de Toronto, se sont joints leurs merveilleux voisins de Scarborough-Nord. Ils souhaitent également présenter une pétition au nom des enfants et des familles du Canada. J'ai en main une autre pétition signée par des habitants de Hamilton-Wentworth, juste de l'autre côté de Toronto.

M. le Président: A l'ordre, je vous prie. Je demande au député de conclure le plus brièvement possible.

M. Axworthy: Hamilton-Wentworth est un nom très long que je veux bien prononcer.

M. Turner (Vancouver Quadra): Une circonscription qui est aussi très mal représentée.

M. Axworthy: Des gens de cette région veulent protester, eux aussi. Nous quittons Toronto pour aller sur la côte ouest. Des gens de la circonscription de Vancouver Quadra veulent aussi présenter une pétition.

M. Turner (Vancouver Quadra): Bravo!

M. le Président: A l'ordre! Le député sait qu'il peut arriver aux mêmes fins en déposant le reste de ses pétitions auprès du greffier.

M. Axworthy: Monsieur le Président, j'ai une dernière pétition à présenter, si vous le permettez, de Calgary-Sud, Calgary-Nord et Calgary-Ouest.

M. le Président: A l'ordre, je vous prie.

• (1720)

L'hon. Chas. L. Caccia (Davenport): Monsieur le Président, sans vous imposer une litanie de localités, je vous signale simplement que la coalition des femmes pour les allocations familiales a fait circuler une pétition à Toronto et qu'elle désire maintenant qu'elle soit présentée à la Chambre. Les signataires exhortent le premier ministre (M. Mulroney) à abandonner son projet de désindexer les allocations familiales et à rétablir le régime normal.

Un groupe de citoyens de Red Deer en Alberta exprime le même désir. De même qu'un groupe d'électeurs de Saskatoon-Est et Saskatoon-Ouest.

[Français]

J'ai aussi l'honneur, monsieur le Président, de soumettre à la Chambre des pétitions de citoyens qui veulent rétablir la pleine indexation des allocations familiales et du crédit d'impôt-enfant, de la région de Moncton et de la circonscription fédérale de Montréal-Sainte-Marie. J'en ai une autre de la circonscription de Montréal-Sainte-Marie; une autre de la circonscription de Montréal-Sainte-Marie; une autre de la circonscription de...

[Traduction]

M. le Président: A l'ordre! Puis-je inviter le député à conclure le plus brièvement possible.

[Français]

M. Caccia: ... de Montréal-Sainte-Marie, suivie de deux autres de la même circonscription.

Mme Lucie Pépin (Outremont): Monsieur le Président, j'ai plusieurs pétitions provenant de plusieurs circonscriptions

fédérales du Canada pour protester contre la désindexation des allocations familiales. Évidemment, la première pétition que je dépose vient de la belle circonscription d'Outremont et c'est signé par des citoyens et des citoyennes de ma circonscription qui protestent d'une façon véhémement contre la décision du gouvernement au sujet de la désindexation des allocations familiales.

Également, j'ai reçu des pétitions de la circonscription de Montmorency-Orléans, Saint-Hyacinthe-Bagot. J'ai reçu plusieurs pétitions de la circonscription de Sherbrooke. J'ai également reçu à mon bureau plusieurs pétitions et toujours ce sont des personnes qui protestent contre la désindexation des allocations familiales.

Par la suite, j'en ai reçu également de Lac-Saint-Jean, de Beauce, au Québec. Également, toujours contre la désindexation des allocations familiales, j'en ai reçu de Trois-Rivières, Saint-Maurice, Champlain, de citoyens et de citoyennes qui protestent contre la désindexation des allocations familiales. Également, j'en ai reçu de Mégantic-Compton-Stanstead, et c'est envoyé par la Coalition des femmes pour les allocations...

M. le Président: A l'ordre, s'il vous plaît! J'invite l'honorable députée à conclure brièvement.

Mme Pépin: ... brièvement, Brome-Missisquoi, Saint-Jean, Nouveau-Brunswick, New Westminster-Coquitlam, Saskatoon-Ouest, LaSalle et Richelieu. Évidemment, toutes ces personnes demandent au gouvernement de repenser sa décision contre la désindexation des allocations familiales.

[Traduction]

L'UTILISATION DU POLYGONE D'ESSAIS DE NANOOSE BAY

M. Jim Manly (Cowichan-Malahat-Les Îles): Monsieur le Président, j'ai en main un certain nombre de pétitions portant sur différents sujets. Les deux premières concernent le polygone d'essais en mer des Forces armées canadiennes, à Nanoose Bay, en Colombie-Britannique. Les signataires de la première pétition font valoir que ces essais ont des retombées économiques discutables, qu'ils nuisent à l'environnement et qu'ils favorisent la course aux armements nucléaires et la militarisation en général. Ils demandent au gouvernement du Canada de ne pas renouveler cette entente avec les États-Unis d'Amérique et de mettre un terme à tout essai d'armements à ce polygone d'essais.

La deuxième pétition traite du même sujet, monsieur le Président. On demande la tenue d'une enquête publique complète avant que l'entente actuelle ne soit renégociée. Les signataires de ces deux pétitions demeurent dans l'île de Vancouver.

ON DEMANDE LE RETRAIT DU PROJET DE LOI C-70

M. Jim Manly (Cowichan-Malahat-Les Îles): Monsieur le Président, la troisième pétition traite du projet de loi C-70. Elle fait valoir qu'un enfant sur cinq, de moins de 16 ans, vit dans la misère au Canada et qu'une fois les allocations familiales désindexées, toutes les familles qui ont des enfants finiront, un jour, par perdre...